



KOF Bulletin

N° 115, février 2018

CONJONCTURE ET RECHERCHE

- Numérisation (1/2) : Les entreprises voient dans l'absence de compétence de leurs salariés le principal obstacle à la diffusion de la numérisation →
- Les entreprises suisses investissent à nouveau davantage →
- L'endettement dans la zone euro (1/3) : les budgets publics →

INDICATEURS DU KOF

- KOF Indice de la mondialisation : diminution à l'échelle mondiale en 2015 →
- Fléchissement du KOF Baromètre conjoncturel →

AGENDA →

ÉDITORIAL

Chère lectrice, cher lecteur,

Pour pouvoir parler à bon escient des répercussions de la numérisation dans le monde du travail, il faut des données qui renseignent sur l'état de la numérisation. En 2016, des chercheurs de l'EPF Zurich et de la FHNW ont établi cette base de données. Ils ont interrogé les entreprises de Suisse à ce sujet dans le cadre d'une première enquête représentative. Un des aspects importants de l'enquête concernait les compétences requises des salariés. Comme le montre le premier article du présent bulletin, qui se fonde sur une première évaluation, les entreprises se heurtent notamment au fait que bon nombre de salariés ne possèdent pas les compétences recherchées. Les résultats de la dernière enquête du KOF sur les investissements sont en revanche plus positifs. Les entreprises suisses prévoient d'investir davantage durant l'année en cours. Il s'agit avant tout d'investissements d'extension, ce qui est un signal positif en ce qui concerne l'évolution prochaine de l'économie. Le dernier article est consacré à l'endettement dans la zone euro, un thème qui accompagne l'Europe depuis déjà quelques années. L'éventualité d'une nouvelle crise de la dette publique dépend avant tout de l'évolution des taux d'intérêt.

Nous avons introduit une petite nouveauté dans le présent bulletin. Le premier et le troisième article sont les premiers volets d'une série en respectivement deux et trois parties. Le prochain article sur la numérisation traitera des objectifs que les entreprises veulent atteindre en accroissant la numérisation. Dans la série de trois articles sur l'endettement, l'article de mars portera sur l'endettement dans le secteur financier.

Nous vous souhaitons une lecture enrichissante.

David Iselin

CONJONCTURE ET RECHERCHE

Numérisation (1/2) : Les entreprises voient dans l'absence de compétence de leurs salariés le principal obstacle à la diffusion de la numérisation



En 2016, des chercheurs de l'EPF Zurich et de la FHNW ont interrogé des entreprises au sujet de l'évolution de la numérisation, dans le cadre d'une enquête représentative sur la numérisation des entreprises. Dans un premier article publié dans le KOF Bulletin et qui se fonde sur une nouvelle évaluation, ils s'interrogent sur les compétences que les entreprises de Suisse exigent de leurs salariés face à la numérisation. Il apparaît que beaucoup de salariés ne disposent pas des compétences souhaitées.

Il y a quelques années, Frey et Osborne (2017) publiaient une étude sur l'automatisabilité de certains métiers aux États-Unis. Ils aboutirent à la conclusion – effrayante pour beaucoup – que près de la moitié de toutes les activités professionnelles pourraient bientôt être automatisées. Selon eux, le plus grand potentiel d'automatisation résidait dans les tâches manuelles simples ainsi que dans des activités certes complexes, mais standardisables. À l'inverse, en cas d'emploi accru de nouvelles technologies, la créativité et les compétences socio-émotionnelles sont particulièrement demandées. Dans une enquête menée conjointement par le département de psychologie du travail de l'organisation de l'EPF Zurich et la Haute école spécialisée du nord-ouest de la Suisse (FHNW), une équipe

de chercheurs a étudié les compétences requises en Suisse du point de vue des entreprises pour pouvoir faire face à la mutation numérique. Ces données n'existaient pas jusqu'à présent pour la Suisse (SECO, 2017).

Sur les 1183 entreprises interrogées, 35% ont déclaré que l'introduction de la numérisation et son utilisation plus intensive se heurtaient fortement au manque de qualification. Tous les autres obstacles, telles que l'inadéquation des processus, le coût ou la complexité technique, étaient plus rarement identifiés comme étant problématiques. Ainsi, l'absence de compétences professionnelles est considérée comme le principal obstacle à la diffusion de la numérisation.

Les entreprises ont également été interrogées au sujet des compétences qu'elles jugeaient particulièrement importantes. Pour une grande majorité d'entre elles, les compétences cognitives et organisationnelles telles que Savoir-faire du process (76%), aptitude à la coordination des tâches (71%), de même qu'aptitude à optimiser et à résoudre les problèmes (70%), étaient estimées très importantes par rapport à la numérisation (cf. tableau T 1). Autres compétences essentielles citées : aptitude à l'interaction avec la technique (69%), faculté de penser et d'agir de manière interdisciplinaire (69%), maîtrise de contenus complexes (59%), participation à des processus d'innovation (57%) ou encore esprit de service (57%). Aptitude à diriger (28%), compétences sociales et faculté de communication (46%) ainsi qu'aptitude à prendre des décisions responsables (48%) sont jugées importantes par nettement moins d'entreprises.

Les différences les plus marquées dans l'appréciation sont observées entre les industries de haute technologie et le secteur du bâtiment. Compte tenu des différences notables dans les possibilités d'emploi des technologies numériques à l'intérieur des divers secteurs d'activité, une image étonnamment homogène apparaît toutefois globalement par rapport à l'importance des activités pro-

fessionnelles. Il est également intéressant de noter la faible différence observée par rapport à la taille de l'entreprise : seule l'aptitude à diriger est beaucoup plus rarement considérée comme importante par les grandes entreprises que par les PME ; le Savoir-faire du process, beaucoup plus souvent (cf. tableau T 2).

L'étude de Frey et Osborne suggèrent que les activités n'exigeant aucune compétence sociale sont plus faciles à automatiser que celle dont l'accomplissement présuppose une grande compétence sociale. Dans la dernière enquête de l'EPF Zurich et de la FHNW, il apparaît cependant que les entreprises considèrent les compétences sociales et l'aptitude à communiquer de leurs salariés comme moins importantes que les compétences cognitives. Il en résulte certains risques pour de nombreux salariés, car leur activité semble se situer dans des secteurs « automatisables ». L'insistance relative sur les compétences cognitives dans les entreprises suisses s'explique, selon les chercheurs ayant participé à l'étude, par le fait que l'emploi des nouvelles variantes de technologie de numérisation (Internet des objets, p. ex.) n'en est qu'à ses débuts dans l'économie nationale (cf. Arvanitis et al., 2017). Par conséquent, la demande en compétences cognitives est encore supérieure. Par ailleurs, les formes d'organisation du travail

T 1 : Compétences importantes pour la numérisation par secteur d'activité

(Part des entreprises en %, ayant indiqué les degrés 4 ou 5 sur une échelle Likert de cinq niveaux)

| | Ensemble de l'industrie | Industrie de haute technologie | Industrie de basse technologique | Bâtiment | Ensemble des services | Services traditionnels | Services modernes | Total |
|---|-------------------------|--------------------------------|----------------------------------|----------|-----------------------|------------------------|-------------------|-------|
| Savoir-faire du process | 77% | 84% | 73% | 70% | 76% | 77% | 75% | 76% |
| Coordination de tâches | 72% | 74% | 71% | 68% | 69% | 67% | 73% | 71% |
| Aptitude à optimiser et à résoudre des problèmes | 73% | 74% | 72% | 64% | 67% | 68% | 66% | 70% |
| Interaction avec la technique | 70% | 74% | 67% | 66% | 68% | 68% | 69% | 69% |
| Aptitude à penser et à agir de manière interdisciplinaire | 69% | 72% | 66% | 64% | 70% | 69% | 70% | 69% |
| Maîtrise de contenus complexes | 61% | 67% | 56% | 52% | 58% | 59% | 56% | 59% |
| Participation à des processus d'innovation | 60% | 60% | 60% | 51% | 56% | 57% | 55% | 57% |
| Esprit de service | 60% | 64% | 58% | 54% | 54% | 56% | 51% | 57% |
| Aptitude à prendre des décisions responsables | 51% | 55% | 48% | 44% | 44% | 44% | 42% | 48% |
| Compétences sociales et aptitude à communiquer | 47% | 51% | 44% | 45% | 45% | 44% | 48% | 46% |
| Aptitude à diriger | 28% | 31% | 26% | 30% | 28% | 29% | 25% | 28% |

T 2 : Compétences importantes pour la numérisation par taille d'entreprise

(Part des entreprises en %, ayant indiqué les degrés 4 ou 5 sur une échelle Likert de cinq niveaux)

| | Petites | Moyennes | Grandes | Total |
|---|---------|----------|---------|-------|
| Savoir-faire du process | 73% | 77% | 80% | 76% |
| Coordination de tâches | 70% | 71% | 71% | 71% |
| Aptitude à optimiser et à résoudre des problèmes | 68% | 71% | 69% | 70% |
| Interaction avec la technique | 69% | 68% | 71% | 69% |
| Aptitude à penser et à agir de manière interdisciplinaire | 68% | 68% | 72% | 69% |
| Maîtrise de contenus complexes | 60% | 58% | 61% | 59% |
| Participation à des processus d'innovation | 56% | 58% | 57% | 57% |
| Esprit de service | 57% | 57% | 57% | 57% |
| Aptitude à prendre des décisions responsables | 46% | 49% | 44% | 48% |
| Compétences sociales et aptitude à communiquer | 45% | 46% | 49% | 46% |
| Aptitude à diriger | 27% | 30% | 21% | 28% |

choisies demeurent orientées vers une hiérarchie plutôt traditionnelle. À l'avenir, il est à prévoir que les nouvelles technologies de numérisation favoriseront plutôt le recours à des structures décisionnelles et formes de travail souples et décentralisées (Bienefeld et al., 2018), et que les compétences sociales gagneront donc en importance.

Contact

Martin Wörter | woerter@kof.ethz.ch
 Spyros Arvanitis | arvanitis@kof.ethz.ch

Remarque

Il s'agit du premier article du KOF Bulletin relatif à la nouvelle évaluation de l'enquête sur la numérisation. Un article suivra dans le Bulletin de mars au sujet des objectifs que les entreprises souhaitent avoir atteints ou atteindre avec l'accroissement de la numérisation.

L'étude du KOF « Digitalisierung in der Schweizer Wirtschaft: Ergebnisse der Umfrage 2016, Teil 2: Ziele, Berufliche Kompetenzen und Arbeitsorganisation » (2018) de Nadine Bienefeld, Gudela Grote, Irina Stoller, Toni Wäfler, Martin Wörter et Spyros Arvanitis peut être téléchargée ici :

www.kof.ethz.ch →

Bibliographie

Arvanitis, S., Grote, G., Spescha, A., Wäfler, T. und M. Wörter (2017): Digitalisierung in der Schweizer Wirtschaft – Ergebnisse der Umfrage 2016, eine Teilauswertung im Auftrag des SBFI, KOF Studien Nr. 93, Zürich.

Bienefeld, N., Grote, G., Stoller, I., Wäfler, T., Wörter, M. und S. Arvanitis (2018): Digitalisierung in der Schweizer Wirtschaft: Ergebnisse der Umfrage 2016, Teil 2: Ziele, berufliche Kompetenzen und Arbeitsorganisation, KOF Studien Nr. 99, Zürich.

Frey, C.B. and M.A. Osborne (2017): The Future of Employment: How Susceptible Are Jobs to Computerization?, *Technological Forecasting and Social Change*, vol. 114, issue C, 254–280.

SECO Staatssekretariat für Wirtschaft (2017): Auswirkungen der Digitalisierung auf Beschäftigung und Arbeitsbedingungen – Chancen und Risiken Bericht des Bundesrates. SECO Publikation Arbeitsmarktpolitik (11. 2017).

Les entreprises suisses investissent à nouveau davantage

Les entreprises suisses prévoient un accroissement d'environ 8% de leur activité d'investissement en 2018. Il importe de noter à cet égard que les entreprises n'entendent pas seulement effectuer davantage d'investissements productifs, mais qu'elles envisagent aussi d'accroître leurs investissements d'extension. Ce regain d'activité reflète également la bonne situation actuelle de l'économie suisse.

Après le coup de frein notable donné à son développement par l'appréciation du franc suisse en janvier 2015, l'économie suisse s'est en grande partie redressée en 2016. À vrai dire, le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse a progressé de 1,2% en 2015 malgré l'appréciation du franc et les pertes concurrentielles qui en ont découlé. En 2016, la performance économique s'est accrue de 1,4% et, selon les prévisions conjoncturelles du KOF de décembre 2017, elle devrait avoir augmenté de 1,0% l'an dernier. En ce qui concerne l'année en cours, la dynamique économique devrait afficher une accélération sensible. Les dernières prévisions du KOF tablent sur une hausse de 2,3% du produit intérieur brut en 2018.

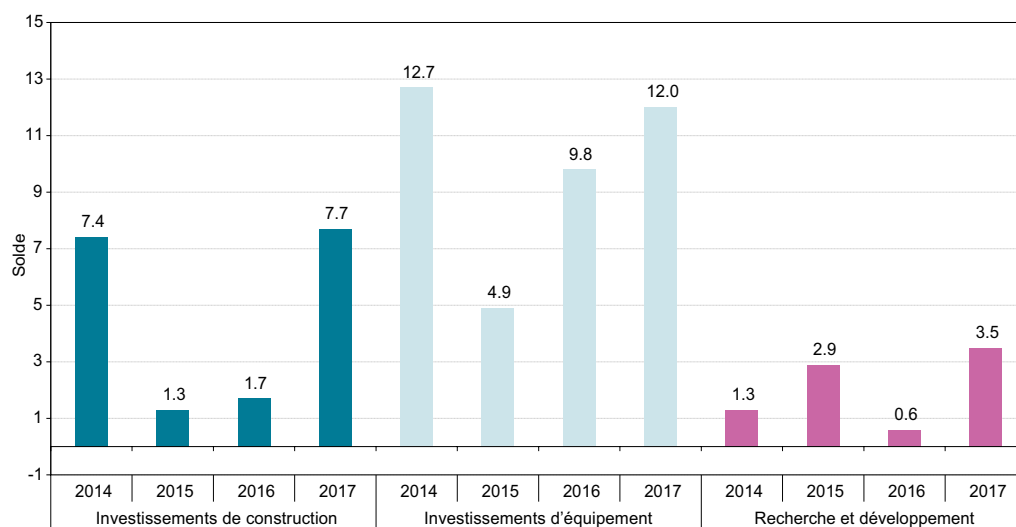
L'évolution des investissements est étroitement liée à celle du produit intérieur brut. Dans les phases de haute conjoncture, l'activité d'investissement s'accroît habituellement davantage que durant les périodes de faiblesse conjoncturelle. Au cours des trois dernières années, l'évolution des investissements productifs a connu des variations analogues à celles du PIB, et proches de la moyenne plurian-

nuelle. Les investissements productifs se sont accrus, en valeur corrigée de la hausse des prix, de 2,2% en 2015, de 3,1% en 2016 et de 2,3% en 2017. Par comparaison, la croissance moyenne des investissements productifs avoisinait 2,2% durant la période 2004–2014.

L'enquête du KOF sur les investissements fournit la première estimation de l'activité d'investissement en 2018. À partir des résultats de cette enquête, le KOF prévoit un taux de croissance des investissements productifs de l'ordre de 8% en valeur nominale¹ (2017 : 8,5%). Le regain de propension à l'investissement des entreprises apparaît également dans les indications qualitatives fournies par les participants à l'enquête. À la question de savoir si les entreprises accroîtraient, maintiendraient ou réduiraient leurs investissements d'équipement en 2018 par rapport à 2017, 29% d'entre elles ont répondu qu'elles augmenteraient leurs investissements d'équipement en 2018. 16% des entreprises ont indiqué qu'elles effectueraient davantage d'investissements de construction en 2018. Par comparaison, environ 16% d'entre elles ont indiqué vouloir effectuer

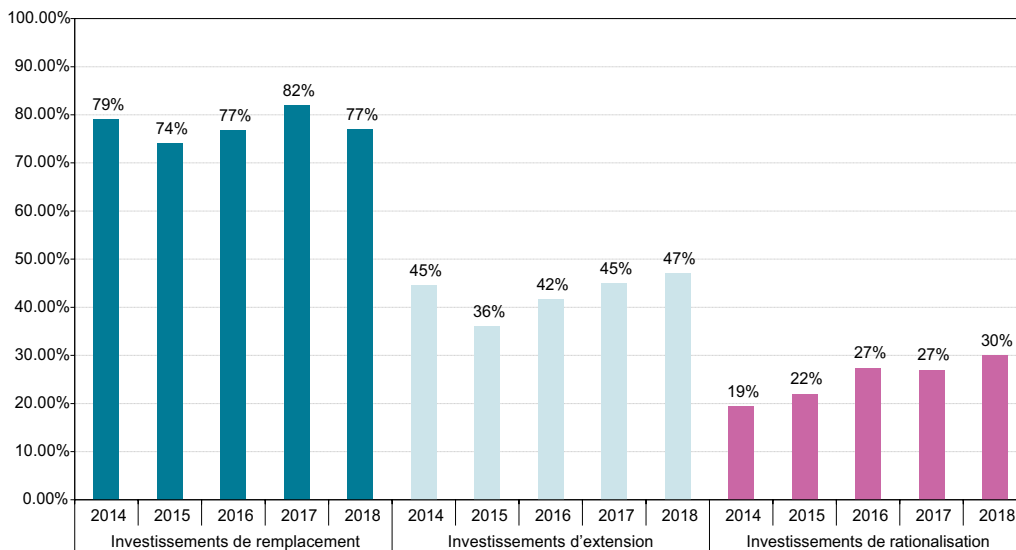
G 1 : Envisagez-vous d'accroître, de réduire ou de maintenir vos investissements l'an prochain par rapport à l'année en cours ?

(Solde)



¹ Les taux de variation des résultats de l'enquête reproduisent les investissements productifs des sociétés privées en Suisse. L'agriculture, les ménages et les entreprises semi-publiques ne sont pas pris en compte, si ce n'est partiellement. Les taux de variation ne sont donc pas directement comparables avec ceux des CN.

G 2 : Structure des investissements



moins d'investissements d'équipement. En ce qui concerne les investissements de construction, la part des entreprises envisageant de les réduire s'élève à 8%. Le graphique G 1 présente le solde de la question correspondante, ventilé par type d'investissement, pour les quatre dernières années. Il apparaît que les entreprises se montrent aussi confiantes en matière d'investissement pour la première fois depuis l'automne 2014.

Le graphique G 2 indique la part des entreprises ayant effectué des investissements de remplacement, d'extension et de rationalisation au cours des cinq dernières années. Tandis que les parts de 2014 à 2017 se réfèrent aux investissements réalisés, les valeurs de 2018 indiquent les parts des investissements projetés. Un investissement spécifique ne se limite pas forcément à une seule catégorie, mais peut figurer à la limite dans l'ensemble des types d'investissement cités.

Sur le plan conjoncturel, les diverses catégories ont des importances différentes. Tandis que les investissements de remplacement – comme leur nom l'indique – servent à remplacer des installations existantes et ne modifient pas la capacité de production d'une économie nationale, les investissements d'extension revêtent une grande importance pour l'évolution conjoncturelle future d'une économie nationale. D'une part, les investissements d'extension augmentent le capital et donc la capacité de production ; d'autre part, ils peuvent être interprétés comme un indicateur des attentes des entreprises. En périodes de faiblesse conjoncturelle, de perspectives défavorables et de grandes incertitudes, les entreprises hésitent généralement à accroître leurs installations de production et se

limitent souvent au remplacement des installations existantes. En revanche, en période d'optimisme économique, les entreprises s'attendent à une hausse de la demande et accroissent en conséquence leurs capacités afin de pouvoir faire face à cette plus forte demande prévue.

D'après l'enquête du KOF sur les investissements, plus de 47% des entreprises interrogées envisagent des investissements d'extension en 2018, ce qui suggère un regain d'optimisme de la part des entreprises. Une part substantielle de la hausse budgétisée de 8% des investissements productifs devrait servir à l'extension des capacités existantes et augmenter le potentiel de production de l'économie suisse. Hormis les investissements d'extension, il devrait aussi y avoir cette année une augmentation des investissements de rationalisation. À cet égard, les entreprises remplacent les installations de production existantes par des installations plus efficaces et s'efforcent d'accroître leur compétitivité grâce à ces installations.

Contact

Andreas Dibiasi | dibiasi@kof.ethz.ch

À propos de l'enquête

La dernière enquête du KOF sur les investissements se fondait sur un panel de plus de 8000 entreprises, reproduisant la structure de l'économie suisse. Elle ne prend pas en considération le secteur public, les entreprises semi-publiques ainsi que les ménages. Au total, plus de 3000 entreprises ont répondu.

L'endettement dans la zone euro (1/3) : les budgets publics

Le premier des trois articles sur l'endettement dans la zone euro est consacré aux budgets publics. Le ré-endettement des États membres de la zone euro a nettement diminué depuis la crise de la dette. Le déficit par rapport au PIB, critère de convergence important dans le traité de Maastricht, a chuté de plus de 6% en 2010 à près de 1% l'an dernier. Les efforts de consolidation fléchissent toutefois de nouveau.

Une décomposition du déficit budgétaire permet de mieux analyser les effets conjoncturels de la dette publique (cf. graphique G 3). Une faible part du solde budgétaire revient à des effets uniques et à d'autres mesures temporaires, telles que les dépenses liées au sauvetage des banques ou les recettes de la mise aux enchères des licences de téléphonie mobile. Une autre part est la composante cyclique, qui corrige la diminution des recettes fiscales et l'augmentation des dépenses sociales en période de faible conjoncture. Si l'on corrige le solde budgétaire de ces effets conjoncturels et uniques, on obtient le solde budgétaire structurel. Celui-ci reflète par conséquent le solde budgétaire théorique, au cas où les capacités économiques seraient pleinement utilisées et où l'écart de production serait comblé. Selon les estimations de la Commission européenne, le déficit budgétaire structurel s'est amélioré de 4,3% en 2010 à environ 1% en 2014. Depuis, il est toutefois demeuré en grande partie inchangé, bien que la charge d'intérêt des budgets publics se soit sensiblement réduite en raison de la politique de taux d'intérêt bas menée par la Banque centrale européenne au cours des dernières années.

Pour obtenir une mesure fiable de l'orientation de la politique financière et des incidences conjoncturelles qui en découlent, il faut encore déduire du solde budgétaire structurel les dépenses d'intérêt. Celles-ci bénéficient en



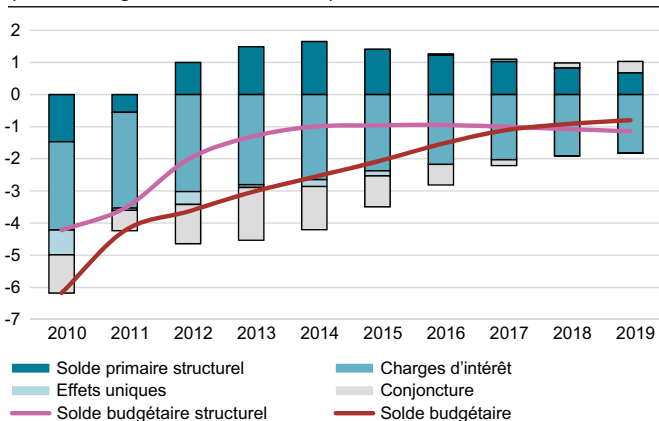
général aux sociétés financières ou aux ménages présentant un taux d'épargne élevé et sont donc en général négligeables pour la conjoncture. On obtient ainsi ce que l'on appelle le solde primaire structurel, dont la variation indique l'orientation fiscale. Il suggère que les budgets publics de la zone euro n'ont pas profité des allègements liés aux taux d'intérêt pour poursuivre leurs efforts de consolidation, mais ils les ont utilisés au profit d'une orientation plus expansive de la politique fiscale.

Des mesures de consolidation efficaces

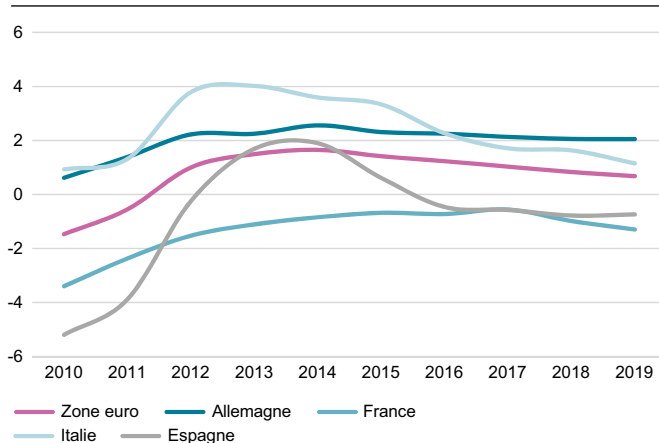
Le solde primaire structurel agrégé de la zone euro présentait encore un déficit de 1,5% après la Grande récession. Les efforts de consolidation des budgets publics pendant la crise de la dette se sont montrés efficaces et le solde primaire structurel s'est sensiblement amélioré pour afficher un excédent de 1,6% en 2014. Cependant, les efforts ont diminué, si bien que le solde s'est probablement situé aux alentours de 1% l'an dernier. Un examen des principaux États membres révèle que le solde primaire structurel s'est nettement amélioré jusqu'en 2013/14 et que la politique fiscale était donc en grande partie restrictive (cf. graphique G 4). En Italie et en Espagne, la politique fiscale a de nouveau pris une orientation légèrement expansive depuis lors ; en Allemagne et en France, l'orientation est sans doute demeurée en grande partie neutre.

G 3 : Orientation fiscale de la zone euro

(Solde budgétaire, en % du PIB)

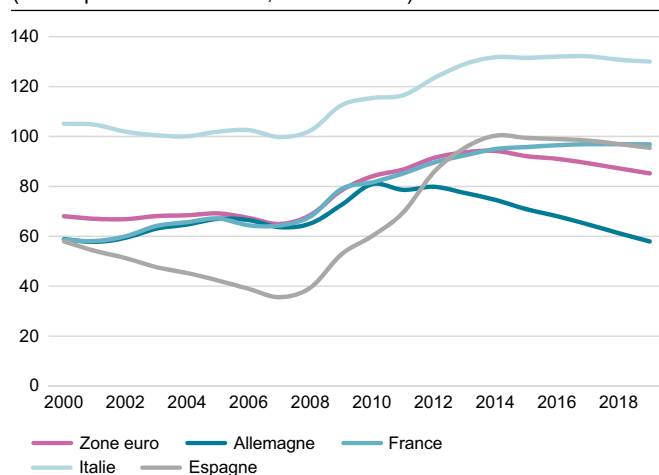


G 4 : Orientation fiscale de divers pays de la zone euro
(Solde primaire structurel, en % du PIB)



En raison des plans de relance conjoncturels et du sauvetage des banques, l'endettement des budgets publics s'est sensiblement accru pendant les années de crise dans de nombreux pays et il se maintient à un niveau supérieur à ce qu'il était précédemment (cf. graphique G 5). Dans la zone euro, le taux d'endettement se situe actuellement à près de 90% du produit intérieur brut (PIB), alors qu'il était encore de 65% en 2007. Parmi les grands pays, le taux d'endettement est particulièrement élevé en Italie (environ 130%). Mais le Portugal et la Grèce présentent aussi des taux d'endettement très élevés (respectivement 130% et 180%). En Espagne en France, le degré d'endettement s'est stabilisé à un niveau élevé. Globalement, la marge de manœuvre fiscale des budgets publics est sensiblement plus réduite dans la zone euro qu'avant la crise. La limite supérieure d'endettement de 60%, prévue par le traité de Maastricht, est hors de portée pour la plupart des pays. Parmi les grands pays, seule l'Allemagne devrait atteindre cet objectif prochainement.

G 5 : Orientation fiscale de divers pays de la zone euro
(Solde primaire structurel, en % du PIB)



Dans les années à venir, la Banque centrale européenne devrait amorcer une normalisation de la politique monétaire. Une hausse des taux d'intérêt ferait également croître le coût de financement des budgets publics. Cela donne à réfléchir à deux égards : d'une part, les taux d'endettement sont aujourd'hui nettement supérieurs à ce qu'ils étaient il y a dix ans ; d'autre part, depuis la crise, des primes de taux d'intérêt élevées par rapport au rendement des emprunts allemands ont fait leur apparition dans certains pays. Ces deux facteurs devraient concerner plus particulièrement le coût de financement des pays fortement endettés.

La rapidité avec laquelle une normalisation de la politique monétaire se répercute sur la charge d'intérêt des différents pays dépend de plusieurs facteurs, tels que la vitesse de revirement des taux, l'évolution des primes de risque et la structure de la dette. Une analyse des emprunts en cours d'Allemagne, de France, d'Italie et d'Espagne montre qu'entre 15% et 18% des dettes en cours sont généralement financées à court terme (< 1 an de durée de vie) et qu'une autre petite partie est financée par des crédits bancaires. En ce qui concerne ses instruments de financement à court terme, les variations de taux d'intérêt devraient se répercuter rapidement sur les budgets publics. La majeure partie de la dette publique a une durée de vie résiduelle moyenne de 4 à 6 ans. Les variations de taux d'intérêt ne se répercuteraient donc totalement sur la charge d'intérêt des budgets publics qu'au bout de plusieurs années.

En cas de revirement des taux d'intérêt, un besoin de consolidation supplémentaire se ferait donc sentir chaque année à moyen terme, si les emprunts arrivés à échéance étaient remplacés par de nouveaux titres, peut-être porteurs de taux d'intérêt plus élevés. Il en résulte un risque de nouvelle crise de la dette publique dans la zone euro, en raison notamment de pays lourdement endettés. On peut se demander si les conditions institutionnelles de la zone euro seront suffisantes entre-temps pour pouvoir parer un tel danger avec efficacité.

Contact

Florian Eckert | eckert@kof.ethz.ch

Stefan Neuwirth | neuwirth@kof.ethz.ch

Cette contribution est la première d'une série de trois articles traitant de la dette dans la zone euro. En mars, un second article concernant la dette dans le secteur financier suivra. Le troisième traitera quant à lui de l'endettement des ménages et des entreprises non-financières.

INDICATEURS DU KOF

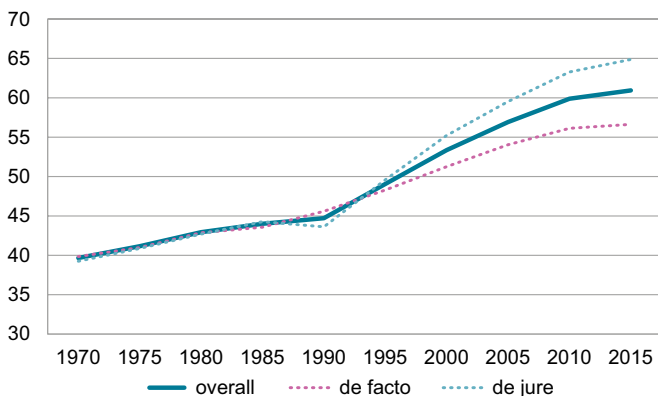
KOF Indice de la mondialisation : diminution à l'échelle mondiale en 2015

Le degré de mondialisation a légèrement diminué en 2015 à l'échelle mondiale. Les Pays-Bas, la Suisse et la Suède ont été dans l'ensemble, les pays les plus mondialisés de la planète. L'indice actuel de la mondialisation du KOF reflète la mondialisation économique, sociale et politique jusqu'en 2015.

Le degré de mondialisation a affiché une progression fulgurante entre 1990 et 2007 et a encore enregistré une légère hausse depuis la Grande récession (cf. G 6). En 2015, pour la première fois depuis 1975, la mondialisation a toutefois été en recul. Celui-ci est imputable à la mondialisation économique, tandis que la mondialisation sociale a stagné et que la mondialisation politique a quelque peu progressé.

G 6 : KOF Globalisation Index

(World average)



En ce qui concerne les années 2016 et 2017, pour lesquelles les données font encore défaut, le directeur du KOF Jan-Egbert Sturm estime que la mondialisation devrait avoir encore subi un nouveau tassement. C'est ce que révèle notamment les développements politiques dans plusieurs pays occidentaux. « Même si, de par la reprise de

l'économie internationale, la mondialisation économique devrait avoir poursuivi sa progression, les politiques isolationnistes des États-Unis en particulier, mais aussi celle du Royaume-Uni, ont provoqué un regain d'isolement », précise Jan-Egbert Sturm. « Je suis plutôt sceptique en ce qui concerne la progression de la mondialisation », poursuit le directeur du KOF.

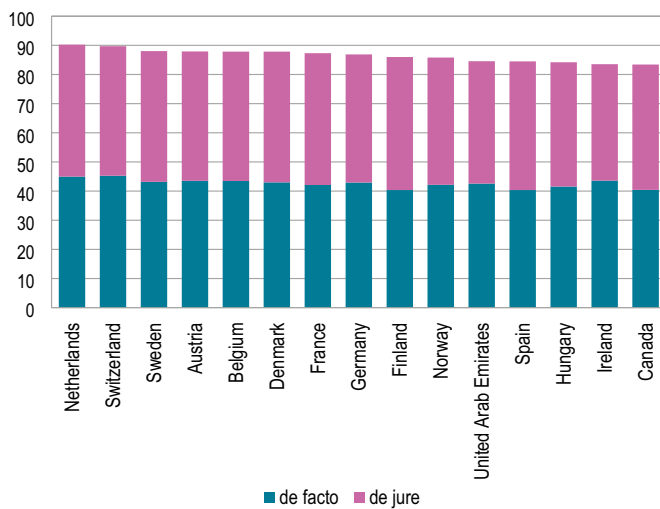
L'indice de la mondialisation du KOF s'appuie sur une base de calcul révisée (voir site web). Une distinction est faite désormais entre la mondialisation de facto et de jure. Alors que les conditions générales se sont améliorées par rapport à l'année précédente en termes de mondialisation de jure, un recul de la mondialisation de facto est responsable du recul de l'indice global. S'agissant de la mondialisation économique, il apparaît que la mondialisation commerciale de facto notamment, c'est-à-dire l'échange international de biens et de services, de même que la mondialisation financière de jure, c'est-à-dire le contexte régulateur des flux financiers internationaux, sont responsables du recul.

Analyse géographique

En 2015, les Pays-Bas étaient le pays le plus mondialisé de la planète, suivis par la Suisse et la Suède (cf. G 7). Les rangs suivants étaient occupés par l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la France, l'Allemagne, la Finlande et la Norvège. Les premiers pays non-européens étaient les Émirats arabes unis (11ème rang), le Canada (15ème) et les États-Unis (23ème). En bas du classement figurent l'Érythrée, la République Centrafricaine, l'Afghanistan, les Comores et le Soudan.

G 7 : KOF Globalisation Index, Top 15 Countries

(Overall index value and contributions from de facto and de jure index, data for the year 2015)



En raison de leur plus forte imbrication, notamment avec des pays voisins, les petits pays ont tendance à devancer les grands pays dans ce classement. Les grandes économies de ce monde, par exemple, figurent plutôt au milieu du peloton. En matière de mondialisation économique, les États-Unis se positionnent au 63ème rang. Sur le plan de la mondialisation sociale et politique, ils occupent respectivement les places 29 et 10. La République populaire de Chine se trouve dans le tiers inférieur, au 88ème rang. Si elle figure dans le top 15 en mondialisation politique, son degré de mondialisation économique et sociale est nettement plus faible. La troisième économie de la planète, le

Japon, figure au 36ème rang. Les grandes économies de l'Union européenne que sont l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Espagne présentent un degré de mondialisation sensiblement supérieur, vu leur forte imbrication économique, sociale et politique au sein de l'UE. Au classement général, la France et l'Allemagne occupent respectivement les places 7 et 8, tandis que l'Espagne occupe le 12ème rang et le Royaume-Uni, le 17ème. Si le Royaume-Uni obtient des notes élevées notamment en matière de mondialisation sociale, l'Allemagne, la France et l'Espagne brillent davantage sur le plan de la mondialisation politique.

L'Inde, économie émergente, présente des degrés de mondialisation très variés dans les trois domaines. Elle occupe le 11ème rang sur le plan politique, mais son niveau est nettement plus bas en ce qui concerne la mondialisation sociale et économique. Dans ces deux domaines, l'Inde figure dans la moitié inférieure du classement.

Contact

Florian Hälg | haelg@kof.ethz.ch

Vous trouverez des plus amples d'information sur notre site web :

www.kof.ethz.ch →

Fléchissement du KOF Baromètre conjoncturel

Le baromètre conjoncturel du KOF n'a pas poursuivi en janvier la hausse tendancielle qu'il affichait depuis septembre 2017 (cf. G 8). Bien qu'il ait fléchi, l'indicateur se maintient nettement au-dessus de sa moyenne pluriannuelle et suggère un développement conjoncturel plus dynamique qu'au milieu de l'année dernière. L'économie suisse devrait donc poursuivre sur sa lancée, même si elle bénéficie d'un vent favorable un peu plus faible que lors des mois précédents.

En janvier 2018, le baromètre conjoncturel du KOF a diminué de 4,5 points par rapport au mois précédent (révision de 111.3 à 111.4) pour s'établir à 106.9 points. Malgré ce recul, il demeure nettement au-dessus de sa moyenne pluriannuelle et l'économie suisse devrait donc poursuivre sur sa lancée.

Ce recul est principalement imputable à l'évolution de l'industrie de transformation et du secteur bancaire. En même temps, les indicateurs de l'hôtellerie, de l'évolution des exportations, du bâtiment et de la consommation privée ont aussi fléchi en janvier.

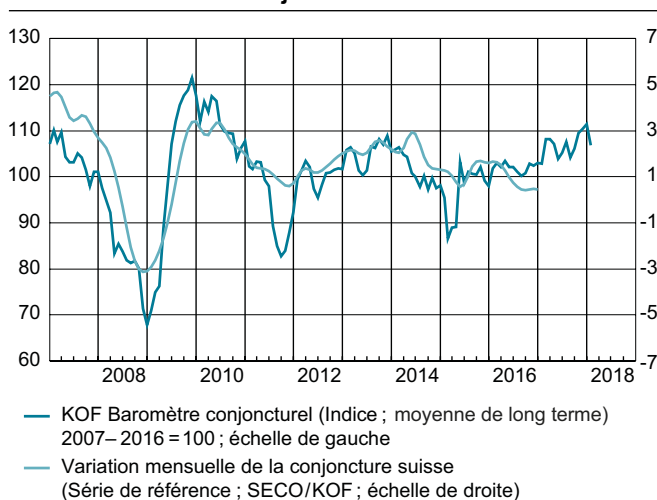
Au sein de l'industrie de transformation, la détérioration des perspectives se fait particulièrement sentir dans la chimie, l'industrie électrique, la filière bois et le textile. En revanche, les perspectives de la construction mécanique et du secteur alimentaire se sont éclaircies.

La dégradation marquée du climat dans l'industrie de transformation est avant tout liée à l'appréciation de la situation des commandes. En revanche, les indicateurs de l'évolution de la concurrence et des bénéfices ralentissent la tendance à la baisse.

Baromètre conjoncturel du KOF et série de référence : mise à jour annuelle

En septembre 2017 a eu lieu la mise à jour annuelle du baromètre conjoncturel du KOF. Elle concerne avant tout les aspects suivants : redéfinition du pool des indicateurs entrant dans la procédure de sélection, actualisation de la série de référence et réexécution du mécanisme de sélection des variables. Le pool actuel pour la sélection des variables consiste en près de 500 indicateurs. En ce qui concerne la série de référence mise à jour, il s'agit du taux de croissance lissé en rythme annuel du produit intérieur

G 8 : KOF Baromètre conjoncturel et série de référence



brut (PIB), conformément aux nouveaux comptes nationaux SEC 2010, publiés au début de septembre 2017. Ces derniers se fondent sur la publication du PIB de l'année précédente par l'Office fédéral de la statistique. Il résulte de la sélection des variables que le baromètre conjoncturel du KOF mis à jour se base désormais sur 273 indicateurs (contre 272 dans la version précédente), réunis en un indicateur global par le biais de pondérations statistiques.

Contact

David Iselin | iselin@kof.ethz.ch

Vous trouverez davantage d'informations sur le baromètre conjoncturel du KOF :

www.kof.ethz.ch →

AGENDA

Manifestations du KOF

KOF Research Seminar:

www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/manifestations/kof-research-seminar →

KOF-ETH-UZH International Economic Policy Seminar:

www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/manifestations/kof-eth-uzh-seminar →

Conférences/Workshops

Vous trouverez sur notre site des conférences et workshops actuels :

www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/manifestations/conferences →

Agenda KOF

Retrouvez ici nos rendez-vous destinés aux médias :

www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/medias/agenda-mediatique →

Autres publications du KOF

Vous trouverez sur notre site la liste complète des publications du KOF (analyses, working papers et études du KOF).

www.kof.ethz.ch/fr/publications →

Mentions légales

| | | | |
|-----------------|---|---------|----------------------|
| Editrice | KOF Centre de recherches conjoncturelles de l'EPF de Zurich | | |
| Direction | Prof. Dr. Jan-Egbert Sturm | | |
| Rédaction | Dr. David Iselin | | |
| Layout | Vera Degonda, Nicole Koch | | |
| Images | KOF, Shutterstock | | |
| Adresse postale | LEE G 116, Leonhardstrasse 21, 8092 Zurich | | |
| Téléphone | +41 44 632 42 39 | E-Mail | bulletin@kof.ethz.ch |
| Téléfax | +41 44 632 12 18 | Website | www.kof.ethz.ch |

ISSN 1662-4270 | Copyright © EPF Zurich, KOF Centre de recherches conjoncturelles, 2018

Toute publication d'une reproduction (même par extraits) n'est permise qu'avec l'autorisation de l'éditeur et avec mention de la source.

Service Client

Le bulletin du KOF est un service gratuit qui vous informe chaque mois par courrier électronique sur les derniers développements conjoncturels, sur nos travaux de recherche et sur les principales manifestations.

Inscrivez-vous : www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/news/kof-bulletin/inscription.ch →

Pour consulter les bulletins précédents, rendez-vous dans nos archives :
www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/news/kof-bulletin/numeros/archives.ch →

Rendez-nous visite sur notre site : www.kof.ethz.ch/fr/ →

Vous pouvez vous procurer des séries temporelles issues de notre vaste banque de données via notre service des données :
www.kof.ethz.ch/fr/donnes_conseils/service-des-donnes.ch →

Prochaine date de publication : 2 mars 2018

KOF

ETH Zurich
KOF Centre de recherches conjoncturelles
LEE G 116
Leonhardstrasse 21
8092 Zurich

Téléphone +41 44 632 42 39
Téléfax +41 44 632 13 52
www.kof.ethz.ch
#KOFETH

